



ENFOPRENSA

AGENCIA CENTROAMERICANA DE NOTICIAS

6° Année : n° 269

Du 10 au 16 mai 1988



POLITIQUE

*Le soulèvement montre les dissensions entre les militaires.
Les Etats-Unis ratifient leur appui à Cerezo.
Le soulèvement n'a pas été une tentative de coup d'état : RUOG.
Des militaires revendiquent l'attentat contre une entreprise mexicaine.
La CNR confirme le dialogue avec les forces insurgées.
L'ambassadeur du Guatemala à l'ONU renonce.
Les USA réduisent leur assistance militaire au Guatemala.
Le haut-commandement de l'armée contrôle la police nationale.*

ECONOMIE

*L'ONU approuve le plan d'aide à l'Amérique centrale.
La sécheresse provoque des dommages dans l'agriculture.*

INSURRECTION

Une embuscade des insurgés cause 15 pertes dans l'armée.

DROITS DE L'HOMME

*L'armée et la police coupables de crimes politiques.
Le nombre de victimes de la violence augmente.
Agressions contre des syndicalistes.
Cinq personnes assassinées.*

4° P. 12315

P O L I T I Q U E

LE SOULEVEMENT MONTRE LES DISSENSIONS EXISTANT ENTRE LES MILITAIRES.

Les zones militaires de Jutiapa et Retalhuleu, à l'est et au sud-ouest du pays, ont connu, tôt dans la matinée du 11 mai une intense mobilisation de troupes et d'artillerie en direction de la capitale mais elles ont détenu leur avance à 15 kilomètres de leur objectif après avoir négocié durant plusieurs heures avec des troupes fidèles au gouvernement qui provenaient de la caserne "garde d'honneur".

A 10 heures du matin de ce même jour, le ministre de la défense, général Hector Gramajo, a donné une conférence de presse dans laquelle il a mentionné des "civils extrémistes" comme étant les instigateurs du soulèvement. Le haut commandement de l'armée était présent à cette conférence, à l'exception du commandant des Forces Aériennes Guatémaltèques (FAG), le général Eduardo Wholers, qui a été localisé, 24 heures plus tard, dans la ville de Miami (Floride) sans que soit donnée aucune explication officielle aux activités qui avaient motivé son voyage dans cette ville nord-américaine.

Le 13 mai il a été officiellement annoncé que les colonels d'infanterie Neftali Antonio Galvez, Carlos Garabito Moran et Gustavo Adolfo Cifuentes, le major d'artillerie Manuel Gordillo Martinez, le lieutenant-colonel d'infanterie Gustavo Adolfo Padilla et le lieutenant de réserve Miguel Angel Acevedo étaient arrêtés à cause d'une enquête qui se trouve encore dans la phase préliminaire.

Par ailleurs, ont été suspendus pour un an avec retrait de solde, le lieutenant-colonel d'aviation Alberto Mazariegos Ramirez et le capitaine premier d'infanterie, Elver Anibal Aguilar ; ont été condamné à ^{un an de} suspension le capitaine premier d'infanterie Ronaldo Leiva Rodriguez et définitivement suspendu le capitaine second d'artillerie, Alan Roberto Castellanos.

Diverses versions non officielles ont fait connaître que l'armée aurait remis au président Cerezo une liste d'au moins 8 civils impliqués dans le soulèvement. Toutefois, les milieux politiques et de la presse ont avancé que l'action avait pour cause le dialogue avec l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG), la légalisation du Comité de l'Unité Paysanne (CUC) et, plus immédiatement, l'arrivée au Guatemala de la Représentation Unitaire de l'Opposition Guatémaltèque (RUOG).

LES ETATS-UNIS RATIFIENT LEUR APPUI A CEREZO.

Le président des Etats-Unis, Ronald Reagan, a fait l'éloge de "la manière professionnelle" dont les forces armées du Guatemala ont contrôlé, le mercredi 11 mai, une tentative de coup d'état contre le haut-commandement de l'armée, dans une lettre rendue publique le 14 mai.

Dans la missive, adressée à son homologue guatémaltèque Vinicio Cerezo, Reagan réitère l'appui ferme des Etats-Unis au processus politique mené par la démocratie-chrétienne et signale que ce processus, commencé en janvier 1986, "ne doit pas être interrompu".

LE SOULEVEMENT N'A PAS ETE UNE TENTATIVE DE COUP D'ETAT : RUOG.

La mobilisation militaire du 11 mai n'a pas été une tentative de coup d'état mais une tentative pour négocier des positions et une évidence des contradictions qui ont été engendrées dans les sphères dirigeantes par la guerre interne et la corruption gouvernementale, affirme un communiqué diffusé par la RUOG à New-York le 12 mai.

"Les éléments qui se sont soulevés cherchaient uniquement à négocier politiquement avec le gouvernement civil et le haut-commandement de l'armée", souligne le communiqué en ajoutant que les positions des uns et des autres coïncident avec celles des secteurs "les plus obscurantistes" de la société guatémaltèque.

Par ailleurs, la RUOG considère comme "étonnantes" les déclarations du président Cerezo qui a déclaré qu'il faudrait prendre en considération les positions des factions en présence étant donné que, selon la RUOG, ceci signifie dans la pratique des compromissions encore plus grandes du régime vis-à-vis des militaires.

DES MILITAIRES REVENDIQUENT L'ATTENTAT CONTRE UNE ENTREPRISE MEXICAINE.

Un groupe de membres de l'armée, qui s'auto-dénoient "officiers de la montagne", a revendiqué l'attentat à la grenade et à la mitraillette perpétré le 18 avril contre les bureaux de la Compagnie Mexicaine d'Aviation (CMA), situées dans la ville de Guatemala, dans un communiqué rendu public le 13 mai.

L'attentat a eu lieu le jour même où sont arrivés au Guatemala, dans un vol de la CMA en provenance de San José de Costa Rica, les membres d'une délégation de la RUOG dont deux personnes, Rigoberta Menchu et Rolando Castillo, ont été détenus par le gouvernement et libérés au bout de sept heures.

En outre, de nombreuses maisons de la ville de Jutiapa (est du pays), siège de l'une des bases militaires qui ont montré leur mécontentement, sont apparues ce matin-là peintes avec des slogans à caractère anti-communiste du type de ceux qui sont généralement utilisés par les "officiers de la montagne".

LA CNR CONFIRME LE DIALOGUE AVEC LES FORCES INSURGÉES.

Le président de la Commission Nationale de Reconciliation (CNR), Mgr. Rodolfo Quesada Toruno, a affirmé le 10 mai que, après les rencontres entre la CNR et l'URNG les 3 et 4 mai au Costa-Rica, "on pourra établir les bases pour un futur dialogue entre le gouvernement et l'insurrection".

Le 15 mai, le journal du matin El Grafico a estimé que "la tentative de coup d'état peut représenter une entrave à ses intentions (de la CNR) de servir de contact et de programme sérieusement une conversation entre l'UNRG et le gouvernement du Guatemala".

Le même jour, pourtant, l'avocat Mynor Pinto Acevedo, membre de la CNR, a soutenu que le gouvernement du président Cerezo et l'URNG "doivent négocier" et il a accepté comme valables les dates des 21 et 22 mai pour renouer le dialogue avec l'insurrection qui avaient été proposées quelques jours auparavant par le ministre de l'Information du Costa-Rica, Guido Fernandez.

L'AMBASSADEUR DU GUATEMALA A L'ONU RENONCE.

L'ambassadeur du Guatemala auprès de l'organisation des Nations-Unies (ONU), également président du "Groupe des 77", Fernando Andrade Diaz-Duran, a renoncé à sa charge et quittera la représentation diplomatique devant l'instance mondiale suprême à la fin juin, c'est ce qu'a annoncé officiellement le 14 mai le porte-parole de la présidence, Julio Santos.

La renonciation de l'ex-chancelier (1983/86) n'a été connue que lorsque le vice-président de la République, Roberto Carpio Nicolle, à son retour le 13 mai d'un voyage à New-York s'est publiquement plaint du fait que "l'ambassadeur n'était pas à son poste pour recevoir son vice-président".

Dans sa lettre de démission, Andrade fait état de "motifs personnels" pour laisser son poste. De son côté, le vice-chancelier, Julio Martini, n'a pas voulu faire de commentaire sur le fait que la démission de Andrade pourrait avoir une relation avec la tentative ratée de coup d'état du 11 mai.

LES USA REDUISENT LEUR ASSISTANCE MILITAIRE AU GUATEMALA.

L'assistance militaire qu'accordera le gouvernement des Etats-Unis au Guatemala en 1988 oscillera entre 7 et 10 millions de dollars, ont fait savoir le 9 mai plusieurs sources militaires.

Le ministre de la Défense, général Hector Gramajo, a dit que l'assistance militaire n'atteindra pas les deux chiffres. De son côté, la porte-parole militaire, lieutenant-colonel Roberto Letona, a dit qu'il aspirait à ce que l'aide atteigne 24 millions de dollars au lieu des 7 millions que le Guatemala recevra cette année.

LA HAUT-COMMANDEMENT DE L'ARMEE CONTROLE LA POLICE NATIONALE.

Le haut-commandement de l'armée est l'organe qui contrôle et dirige les activités de la police nationale ; outre le fait qu'il lui indique la marche à suivre contre l'insurrection et pour la répression qui doit suivre, a estimé la Radio Voz Popular, organe officiel de l'URNG, le 13 mai.

En se référant au commandant de la PN, colonel Julio Caballeros, elle a souligné que cet officier de l'armée "était déjà répressif du temps où il était adjudant du général Carlos Arana (président de la République entre 1970 et 1974) et, ensuite, quand il se trouvait dans la zone militaire de Huehuetenango", l'une des soi-disant "zones de conflit".

Dans ce système, a continué la radio, le ministre du gouvernement, Juan José Rodil, est chargé d'obtenir l'appui international qui consiste en argent, radio-patrouilles et appareils techniques pour la police.

E C O N O M I E

L'ONU APPROUVE LE PLAN D'AIDE A L'AMERIQUE CENTRALE.

Le plan spécial d'assistance à l'Amérique Centrale présenté devant l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies par son secrétaire général, Javier Perez de Cuellar, a été approuvé par consensus le 12 mai.

Le plan, pour un montant de 4.300 millions de dollars, destiné à aider les réfugiés ou les déplacés pour l'aide alimentaire, le paiement de la dette externe, la réactivation économique et le renforcement du Banco Centroamericano de Integracion Economica (BCIE), a été critiqué par les Etats-Unis, le Japon et la Grande-Bretagne parce qu'il "crée un précédent dangereux pour la gestion de la crise de la dette du reste du Tiers-Monde".

LA SECHERESSE PROVOQUE DES DOMMAGES DANS L'AGRICULTURE.

A cause de la sécheresse dans la région centraméricaine celle-ci a perdu 1/5 de la production de maïs et 13 % de la production de riz, a fait savoir le 11 mai l'Institut Interaméricain de Coopération pour l'Agriculture (IICA).

Dans le cas du sorgo et du haricot, la situation est encore plus grave, a signalé l'IICA car on estime les pertes aux 2/3 de la production prévue pour la récolte du cycle agricole 1987/88.

I N S U R R E C T I O N

UNE EMBUSCADE DES INSURGES CAUSE 15 PERTES DANS L'ARMEE.

L'URNG a informé le 13 mai que certaines de ses unités ont tendu une embuscade à un convoi militaire près du camp de "Puente Venceremos", commune de Playa Grande, dans le département du Quiché (nord-ouest du pays) ; elle a provoqué 15 pertes dans l'armée et détruit un véhicule militaire.

Elle a, en outre, fait savoir que le 12 mai d'autres unités insurgées ont harcelé une compagnie de l'armée qui réalisait des opérations de battue dans la région du camp "Mayaland", Playa Grande, y provoquant une perte.

De son côté l'armée a admis, le 14 mai, avoir souffert 15 pertes, 8 morts et 7 blessés, lors d'une action rebelle à Playa Grande.

DROITS DE L'HOMME

L'ARMEE ET LA POLICE COUPABLES DE CRIMES POLITIQUES.

L'armée et la police nationale du Guatemala "ont participé à des crimes politiques", durant les 27 mois de gouvernement du président Cerezo, a fait savoir le 9 mai l'organisme humanitaire Americas Watch.

Dans un rapport intitulé "Droits de l'homme au Guatemala", Americas Watch a assuré qu'en février dernier il a reçu "une information confidentielle de la part d'un haut chef de la police sur le fait que la Brigade d'Investigations Spéciales et des Narcotiques (BIEN) (police secrète) avait fait des enquêtes sur 104 disparitions qui ont eu lieu en 1987 et que toutes ont été attribuées à l'armée".

Le document ajoute que depuis que Cerezo a assumé la présidence, en janvier 1986, "au moins 6 leaders syndicaux ont été assassinés et 8 autres ont disparu" ; il dénonce également le fait que "au Guatemala il n'y a pas de prisonniers politiques puisqu'ils sont tous tués".

LE NOMBRE DE VICTIMES DE LA VIOLENCE AUGMENTE.

Selon un rapport du Centre d'Investigations, d'Etude et de Promotion des Droits de l'Homme (CIEPRODEH), les exécutions extrajudiciaires, séquestrations et disparitions ont augmenté de 189 % durant le dernier trimestre de cette année.

Le total des cas de violation des droits de l'homme au Guatemala s'est élevé durant les trois derniers mois de 1988 à 334, entre lesquels 196 assassinats, souligne le CIEPRODEH, ajoutant que dans la majorité des cas les responsables sont des individus non identifiés qui agissent en toute impunité.

Le Centre signale, en outre, que les faits se sont produits sur tout le territoire national bien que les régions les plus affectées par la violence soient la capitale, Jutiapa et San Marcos, à l'est et à l'ouest du pays.

AGRESSIONS CONTRE DES SYNDICALISTES.

Deux membres du syndicat des travailleurs de l'Institut National d'Electrification (STINDE), de la commune Aguacatan, Huehuetenango, identifiés comme Gaspar Mendoza y Mendoza et Gaspar Mendoza Mendoza, ont été capturés le 12 mai par un groupe paramilitaire de l'armée, comme l'a dénoncé la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala (CDHG).

Selon des témoins, le chef des militaires de l'endroit, accompagné de divers patrouilleurs civils, ont retiré violemment les syndicalistes de leurs maisons, parce que ceux-ci se refusent à réaliser des patrouilles durant les heures de travail.

Par ailleurs, les membres de la filiale du STINDE, dans le Peten, sont menacés de mort par des membres des services secrets militaires, du fait que ce syndicat a interposé un recours à paraître en personne en faveur des syndicalistes ; celui-ci a été déclaré sans objet.

CINQ PERSONNES ASSASSINEES.

Cinq personnes ont été assassinées entre le 11 et le 15 mai, selon des informations de presse connues le 16 courant.

Les corps des victimes sont apparues portant des traces de perforations par balles et de coups de machettes portés par des personnes non identifiées, dans différentes parties du pays.

Trois des victimes, Astruberto Alvarado, 47 ans, Dolores Diaz, 58 ans, et Luis Peralta, 21 ans, avaient été séquestrés quelques jours auparavant et leurs cadavres portaient des traces de torture.